

Une nuit dans la mécanique bien rodée du deal de rue

La polémique sur les violences policières a remis le curseur sur les petits trafiquants dont le nombre ne faiblit pas, alors que la grogne enfle dans les quartiers. Décryptage

L'essentiel

- **Reportage** Un vendredi soir dans le chassé-croisé entre dealers et policiers
- **Témoignage** Un fumeur de cocaïne et d'héroïne raconte son expérience du deal de rue
- **Interview** Le municipal de la Sécurité et le chef de la PJ donnent des explications

Cindy Mendicino Romaric Haddou

Un vendredi soir comme les autres à Lausanne. Les bars sont pleins, les terrasses un peu moins, la faute à des températures plutôt basses. Dans la rue, des grappes de jeunes gens se baladent. Il est 22 heures et dans l'agitation toute relative de ce début de week-end, impossible de ne pas voir d'autres figures incontestables de la nuit, les dealers. À l'angle de la rue de Bourg, place Saint-François, trois jeunes hommes noirs discutent, tout en s'assurant de pouvoir observer l'ensemble des accès qui mènent à eux.

En un instant, ils disparaissent. C'est qu'un troisième élément du décor fait son arrivée: des policiers à vélo. Vitesse réduite, coups d'œil rapides aux alentours... Ils ne font que passer. Le groupe de dealers réapparaît. L'un d'eux enlève sa veste, la roule en boule et la cache sur une haute armoire publicitaire.

Quelques minutes plus tard, à l'autre bout du Grand-Pont, un regard suffit pour entamer une transaction. «Vous avez quoi, on aimerait faire un peu la fête!» Un jeune homme répond, en anglais, pendant qu'un autre guette. «Ce que vous voulez: cocaïne, marijuana...» Et de la MDMA? «Il n'y en a pas à Lausanne.» Des ecstasys? «Oui, mais ça prendra six ou sept minutes. Vous pouvez m'attendre ici, c'est mon ami qui les a.»

Davantage d'intermédiaires Le fonctionnement du deal s'est modifié. «Il y a désormais davantage d'intermédiaires entre l'acheteur et celui qui détient physiquement le produit, décrit le commandant de la police judiciaire de Lausanne, Jean-Luc Gremaud. Durant une transaction, les rôles sont bien définis entre celui qui discute, celui qui surveille, celui qui conserve la drogue. Aujourd'hui, il faut un groupe de 3 ou 4 personnes pour obtenir le produit.» Ce qui implique qu'il faut «beaucoup plus de policiers pour une arrestation», complète le municipal de Police Pierre-Antoine Hildbrand.

À Bel-Air, ce sera 100 francs pour le gramme de coke et 20 pour une pilule d'ecstasy. On fait mine d'hésiter, on repassera. Les policiers cyclistes font à nouveau leur apparition. Tout en discrétion. Les dealers se dispersent calmement, tel des passants ordinaires.

Un peu plus tôt ce soir-là, Antoine* n'a pas eu la même chance. «Je suis allé m'acheter un peu d'herbe, j'ai fait quelques pas et je suis tombé sur la police. Ils m'ont

demandé si j'avais acheté de la drogue.» Il admet que oui, montre son petit sachet, qui contient moins de 10 grammes de cannabis. Plus rien de répréhensible aux yeux de la loi. «Ils m'ont dit que je ne risquais rien et m'ont demandé de leur indiquer qui m'avait vendu ça. J'ai dit que je ne saurais pas le reconnaître... Un jeune à casquette, peut-être. Ils m'ont laissé repartir.»

Acheteurs pas inquiétés Les autorités et la police judiciaire l'avouent: la pression sur les consommateurs uniquement n'est pas une priorité. Contrôler quelqu'un pour savoir s'il a pris des stupéfiants s'avère bien plus compliqué que de le faire souffler dans un éthylotest. Pour la détention simple, les fouilles ne sont pas pratiquées. Les peines encourues sont «très faibles et donc peu dissuasives», explique Jean-Luc Gremaud. Pour quelques grammes de drogue dure, elles se situent en moyenne entre 100 et 300 francs.

Le commandant de la police judiciaire reprend: «C'est un paradoxe de la loi: elle est beaucoup plus sévère à l'égard de ceux qui font un trafic qu'à l'égard de ceux qui en consomment.» Pierre-Antoine Hildbrand ajoute: «On lutte dans le cadre légal et en s'efforçant de répondre à la demande forte des habitants et des commerçants d'invisibiliser le deal.»

De son côté, le procureur général Eric Cottier précise avoir «toujours prôné une pression réelle sur les consommateurs, car compliquer la vie des acheteurs c'est entraver l'activité des vendeurs». Il admet néanmoins que «si elle est confrontée à la nécessité de choisir sa cible, la police va viser l'acte le plus grave, soit la vente pour de l'argent, plutôt que le moins grave, soit l'achat pour consommation».

Saint-Roch. C'est là que la co-

lère des riverains se fait le plus entendre. Ce vendredi, c'est clairement là qu'il y a le plus grand nombre de dealers. Il n'est donc pas surprenant d'y croiser une troisième fois la patrouille à vélo qui part en direction de Bel-Air. Le secteur est donc désert pour quelques minutes. Progressivement, une vingtaine d'hommes refait son apparition. Quatre d'entre eux se dirigent vers nous. Un regard, on se met à marcher côte à côte. Ce mouvement permanent est le garant de la discrétion. Cette fluidité rend les transactions presque invisibles.

Les produits à disposition sont les mêmes qu'ailleurs en ville. On fait toujours mine d'hésiter. «Vous voulez mon numéro de téléphone?» nous propose un dealer. Quelques jours plus tard, nous le recontactons en expliquant vouloir discuter de son activité. Il s'étonne et raconte être «venu en Suisse pour raisons médicales». Il dit qu'il repartira dans trois jours en Italie car son traitement est fini. Il clame: «Je ne suis pas du tout dealer. Je n'ai rien à vous dire.»

Dans la rue, les dealers sont plus bavards. La descente vers la place Chauderon nous permet d'échanger avec une dizaine de vendeurs. Des regards, des clins d'œil, des «Ça va?» Uniformité des méthodes, des produits, des prix. Nous parvenons tout juste à apercevoir une transaction. Le client s'approche, marche quelques dizaines de mètres à côté du vendeur, une poignée de main plus tard et ils se séparent.

De la coke «ultracoupée»

Dans le passage sous l'Administration communale, près de la Bibliothèque de Chauderon, un autre vendeur. Juste sous l'œil des caméras de la Ville. «Vous ne voulez pas vous déplacer, il peut y avoir la police», demandent les acheteurs potentiels. «Non non, c'est tranquille, nous avons le temps, ils viennent de passer...» À quelques mètres, un jeune homme blanc s'éloigne du groupe. Retrouvé juste au-dessus, à un arrêt de bus, il admet: «Je vends, mais pasici, c'est trop risqué. Tu veux quoi? Dis-moi et on se retrouve dans trente minutes, dans la forêt du Flon.»

La nuit lausannoise, autrefois réputée électrique, s'avère calme. Un dernier petit tour du côté de la rue de Bourg, à côté du club du même nom. Au bancomat qui lui fait presque face, un homme nous accoste immédiatement et propose sa drogue. On l'ignore, il passe son chemin. On finit par lui parler. Rien de bien nouveau mais il veut faire vite. Quelqu'un siffle, il nous quitte rapidement.

Un jeune s'approche, nous le questionnons alors qu'il vient de décliner la proposition d'un vendeur. À la sauvette, il nous explique qu'il achète régulièrement de l'herbe - à 20 fr. le gramme - voire de la cocaïne. «Pour une dépanne de «weed», c'est pas mal. La coke, c'est ultracoupé. C'est beaucoup trop cher pour ce que c'est. En tirant un trait ou deux, tu sentirais peut-être un petit quelque chose mais franchement c'est de la mauvaise qualité.»

Il reprend son chemin. Au coin des rues, l'activité suit son cours dans un chassé-croisé entre fêtards, dealers et policiers.

***prénom d'emprunt**



Modus Operandi Ces dernières années, le nombre de personnes impliquées dans une vente de drogue dans la rue a augmenté. La police le dit: il y a au minimum trois dealers à l'œuvre pour la vente d'une seule boulette de cocaïne.

«Il conviendrait que l'État accepte et gère certains aspects qu'il considère illégaux aujourd'hui.»

● Le responsable de la sécurité lausannoise Pierre-Antoine Hildbrand (PAH) et le commandant de la police judiciaire de la ville Jean-Luc Gremaud (JLG) offrent un éclairage. Entre réalités légales, pression populaire, travail de terrain et volontés politiques.



«Dans les solutions à disposition, il y a une volonté claire d'agir sur le deal de rue, sans se faire d'illusions sur la consommation réelle»

Pierre-Antoine Hildbrand Municipal chargé de la Police

Ceux-ci ont un modus operandi plus discret, donc moins visible. Mais ils font du deal de rue aussi et sont également poursuivis.

Les patrouilles de police à vélo ne semblent que disperser. Sont-elles efficaces? PAH: Il y a plusieurs types de

patrouilles. Celle des postes de quartier, en journée. Celle de la brigade cycliste, que vous évoquez. Une présence plus mobile qui peut perturber les achats et à laquelle s'ajoutent des policiers en civil. Ils pratiquent notamment des achats fictifs pour provoquer des arrestations. En parallèle, il y a aussi un travail sur les réseaux ou encore les effectifs de police-secours qui patrouillent en voiture en dehors de leurs interventions d'urgence. Cette présence visible reperte ou interrompt les transactions et donc augmente la tranquillité. Il faut en permanence équilibrer ces différentes forces pour jouer sur l'effet de surprise. Des «épouvantails» sans aucune arrestation ne sont pas utiles. Vu le nombre de dealers, un changement et un durcissement s'imposent afin d'améliorer la situation dans les espaces publics.

Les consommateurs ne subissent en revanche aucune pression... C'est un choix politique?



«Si on était toujours présents sur un secteur, il n'y aurait plus de deal du tout. Mais il se déplacerait»

Jean-Luc Gremaud Commandant de la police judiciaire lausannoise

PAH: Chaque arrestation d'un dealer implique aussi l'arrestation d'un consommateur. La pression sur ces derniers est toutefois moindre en raison du cadre légal. Les tribunaux et le ministère public, à la suite d'un arrêt du Tribunal fédéral, n'en

font pas une priorité, par exemple en n'ouvrant plus de procédure en dessous de 10 gr d'herbe. Nous allons là aussi changer nos approches. L'idée est de permettre à la population d'être moins confrontée à la présence de vendeurs, sachant que la consommation n'est pas plus forte à Lausanne qu'ailleurs.

JLG: Chaque ville a ses spécificités. Nous sommes par exemple davantage touchés par la cocaïne que par les pilules thaïes. À Genève c'est encore différent, avec une influence plus forte du marché français. Il n'y a donc pas de solution miracle et universelle.

On parle toujours d'une situation meilleure à Zurich et à Berne... La drogue y est moins présente? PAH: Elle y est moins visible. Parce que dans des secteurs moins touristiques. Lausanne a un centre-ville relativement petit et des conditions-cadres qui sont de nature à favoriser la présence de dealers. Nous voulons changer cela.

JLG: Si on était toujours présents sur un secteur, il n'y aurait plus de deal du tout. Mais il se déplacerait. Ce déplacement est un processus bien connu présent dans différents types de criminalité. Pour l'entraver, il conviendrait de «prendre le contrôle», c'est-à-dire que l'État accepte et gère certains aspects qu'il considère illégaux aujourd'hui.

C'est votre objectif, trouver un lieu, se résoudre à isoler un endroit pour le deal?

PAH: Dans les solutions à disposition, il y a une volonté claire d'agir sur le deal de rue, sans se faire d'illusions sur la consommation réelle. Nous partageons la frustration et la colère des habitants qui se sentent dépossédés d'un accès convivial à l'espace public. Mais il ne faut pas sous-estimer le possible report dans des rues adjacentes. Il faut donc véritablement intervenir mais en préparant l'étape d'après, soit les effets de déplacement. On ne peut pas tout vous dire non plus. Cela fait partie du jeu politique

et médiatique de devoir accepter un certain nombre de critiques sans pouvoir y répondre tout de suite ni faire de grandes annonces. Le but, c'est que nous arrivions à réduire réellement le phénomène.

Et le deal d'appartement?

PAH: Le contexte évolue et le deal peut prendre plusieurs formes. De la même manière que la prostitution ne se fait pas uniquement via du racolage dans la rue. Il s'agit maintenant de diminuer le nombre de dealers dans la rue. Que les habitants soient à nouveau contents. Nous devons lutter à plusieurs niveaux de profondeur.

Mais le deal en appartement ferait-il gagner un peu de terrain en termes de santé publique?

JLG: Oui, sauf qu'il y aura le risque lié à la présence de rabatteurs en bas des immeubles pour attirer les gens dans les appartements. Il n'y a pas de solution définitive.

Témoignage d'un consommateur

«S'ils ne t'ont jamais vu, ils vont te filer n'importe quoi»

Nous rencontrons Adam* dans une pinte du centre de Lausanne, à la Riponne. Un secteur que le jeune homme de 34 ans, consommateur de drogue, connaît par cœur. Il fume de la cocaïne et de l'héroïne depuis de longues années. Loin du cliché du toxicomane hagar, Adam a le verbe et les idées claires. Il accepte de parler de ce marché, de sa structure et de son fonctionnement. De sa taille aussi: «Si on regarde les quinze dernières années, j'ai l'impression qu'il y a toujours plus de consommateurs et toujours plus de dealers. Mais je pense que c'est en partie lié à la hausse de la démographie. Je n'ai pas l'impression qu'il y a une explosion du deal. Mais

que l'offre et la demande sont parfaitement alignées.» À ses yeux, l'organisation du deal n'évolue pas non plus. «Il y a eu un seul grand changement, il y a quelques années, c'est la récupération du marché de la cocaïne par les Africains. Je ne sais pas comment ils ont fait, peut-être que les Albanais ont délégué. Par contre, ces derniers contrôlent toujours l'héroïne.» Dans les faits, c'est exclusivement sur le marché de la cocaïne, largement en main de dealers nigériens, que se focalise la grogne populaire. Et, à en croire Adam, les dealers ne chôment pas. Ils vendent aussi bien aux noctambules de passage qu'aux polytoxicomanes ou aux travailleurs surmenés. Pour lui, la colère exprimée sur les réseaux sociaux ou affichée aux fenêtres de certains quartiers est avant tout celle de commerçants fatigués de devoir se plier à de nombreuses contraintes alors que d'autres mènent une activité illicite sous leurs yeux. Une même activité pour plusieurs produits, explique Adam. «Un même mec à différents niveaux de qualité. Si tu n'y connais rien et qu'ils ne t'ont jamais vu, ils vont te filer n'importe quoi, de la mauvaise qualité. Ça dépend aussi de ta manière de consommer. Il y a le fêtard de base qui veut sniffer comme ça, pour se la péter, et qui prend ce qui vient. Lui, on lui donne un truc pas bon et très cher. Ensuite il y a celui qui la fume, il sera plus exigeant et verra tout de suite la qualité en préparant son mélange. Ce type de client, les

dealers le soignent, d'autant qu'il revient souvent. Finalement, il y a celui qui se l'injecte. Là, le mec va peut-être remarquer que c'est de la merde mais il s'en fout car il veut juste s'envoler.» Dans tous les cas, même si les prix sont en baisse, «c'est souvent trop cher pour ce que c'est, sauf si vous êtes un habitué». D'où le côté toujours aussi lucratif de ce marché. «Même si les dealers sont dix à un carrefour et que tu as l'impression qu'ils ne vendent pas grand-chose, je peux t'assurer qu'ils font tous des bénéfices. Tu vois bien la différence, d'ailleurs, entre celui qui vient d'arriver et celui qui est là depuis un moment. En seulement quelques jours,

ils changent d'habits et de baskets; sans compter l'argent qu'ils envoient au pays.» Certains «sont là depuis des années, au même coin de rue», d'autres ne font que passer ou repartent pour mieux revenir. «Ils ne sont jamais menaçants ou agressifs. Juste un peu insistants pour que la transaction se

passive vite. Ils n'aiment pas trop parler, encore moins s'ils ne t'ont jamais vu. Ils ne donnent jamais leur vrai nom, restent beaucoup entre eux. Et puis, ils fonctionnent de moins en moins par téléphone, ils ont compris que c'est comme ça qu'ils se font attraper.» L'offre aussi a été légèrement modifiée puisque les dealers, auparavant habitués à fonctionner au gramme, n'hésitent plus à vendre en plus petite quantité. Les vendeurs s'adaptent donc à la demande mais aussi à l'offre, comme après une importante saisie policière. Celle de la semaine dernière par exemple: 14 kilos de cocaïne interceptés à Yverdon, l'une des plus grosses prises jamais réalisées dans le canton. «Dans ce cas-là, il y a principalement des conséquences sur les consommateurs. Les jours qui suivent, on sait que la qualité de la drogue va baisser car ils sont obligés de la couper davantage.» Mais quel est l'impact sur l'activité des dealers? «Lors des grosses opérations, on voit parfois des pans entiers de filière qui tombent, observe Adam. Par contre, s'attaquer au bas de l'échelle, au deal dans la rue, c'est à mon avis voué à l'échec.»

***Prénom d'emprunt**